

Publifin : « Une légèreté coupable de la Région »

Daniel Bacquelaine veut une plus grande fermeté par rapport aux dérives de la gouvernance en politique

On ne l'avait quasiment plus entendu depuis 6 mois, hormis pour évoquer sa compétence fédérale des Pensions. Le président du MR en province de Liège, Daniel Bacquelaine, commente l'actualité politique locale, donc le positionnement favorable des réformateurs dans des communes liégeoises, mais veut également un contrôle public total sur Publifin. Il lance la Région wallonne pour sa gestion du dossier. Entretien.

➔ **Cela fait six mois que l'on ne parle que de Publifin et de Nethys. Concrètement, quel modèle voulez-vous pour la structure ?**

Il y a deux étapes. La première chose, c'est de rétablir le contrôle public et il y a plutôt unanimité là-dessus au niveau des administrateurs. À terme, le CA de Resa devra lui aussi être le même que celui de Publifin. Encore faut-il que pour ce rétablissement du contrôle public, le Gouvernement wallon ne nous mette pas trop d'obstacles dans les roues, ce qui est le cas aujourd'hui.

➔ **À quel niveau ?**

Actuellement, alors que Publifin voulait des assurances auprès du ministre Dermagne (Pouvoirs locaux) quant à la légalité du nouveau CA, notamment vis-à-vis de l'administrateur du PP (Bruno Berrendorf) et a envoyé plusieurs courriers en ce sens, il annule la délibération quant à la recompo-

« L'image donnée par Stéphane Moreau ces derniers mois n'est pas un atout... »

Sur Stéphane Moreau

sition ! Ce qui met le CA de Publifin en porte-à-faux, puisque toutes les décisions prises depuis le 30 mars ne sont plus valables ! Cela veut dire que la reprise en main de Finanpart doit être recommencée. Je trouve ça totalement anormal puisque, je le répète, Publifin a posé ces questions à la fois au président du Parlement wallon André Antoine

et au ministre Dermagne. Et l'assemblée générale du 27 juin, quid ? Car elle ne peut pas être convoquée par un CA qui n'existe plus. Il y a là une légèreté coupable, et je pèse mes mots. Si, évidemment, on n'est pas du tout aidé par la Région wallonne pour rétablir le contrôle public, ce sera d'autant plus difficile.

➔ **Et la seconde étape pour remodeler la structure ?**

La deuxième étape, c'est de redéfinir les priorités et les objectifs. Si je dois résumer, c'est « back to basics », donc un retour aux fondamentaux. Quelle est la mission que le consommateur attend ? Il attend qu'on lui distribue du gaz, de l'électricité, des canaux d'information et de la télédistribution, internet. Ce sont des missions de base qui doivent être assurées avec une qualité de service et un prix compétitifs, ce qui est d'ailleurs le cas aujourd'hui. Cela veut donc dire que la politique de diversification doit être réanalysée.

➔ **De quoi devrait se défaire Nethys alors ? De la presse, des assurances ?**

Les acquisitions de la presse à l'étranger, quel est le principe de loger ça dans une intercommunale de gaz et d'électricité ? D'ailleurs, on n'a pas varié là-dessus. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas des synergies en Belgique entre les groupes de presse, c'est autre chose. Et si on veut mettre du contenu sur du contenant, pas de problème non plus, tout cela peut se faire par voie conventionnelle, via des accords. Si on veut rapprocher Proximag de Vlan, si on veut travailler ensemble dans des

régies locales et nationales, si on veut imprimer des journaux en

« Il faut redéfinir les priorités et les objectifs. Si je dois résumer, c'est «back to basics». »

Sur le futur de Publifin

Wallonie au même endroit, tout ça est possible. Mais pour l'intercommunale Publifin, on doit revenir aux fondamentaux. Ce qui est nécessaire, c'est le contrôle public, avec des règles de gouvernance garanties. Tout en voyant ce qui est le mieux pour le bassin liégeois au niveau des emplois, car je ne peux pas en faire abstraction comme dirigeant d'une fédération politique provinciale.

➔ **Vous pensez à ceux qui veulent sortir Resa de Publifin/Nethys pour l'intégrer ailleurs, à Orès par exemple, comme ne s'en cachent plus certains députés wallons ?**

Resa a donné de bons résultats en termes de services et de tarifs et n'a quasi pas d'endettement. Je ne voudrais pas que l'on démantèle ce qui a bien marché. Sans être aveugle non plus et en freinant la politique de diversification excessive.

➔ **Stéphane Moreau peut-il rester ?**

Une fois que l'on aura réinstauré le contrôle public et fixé les priorités, le CA devra se poser la question du management, sur base des critères habituels : compétence, crédibilité, acceptation du respect des règles wallonnes

sur les rémunérations. Sur cette base, on déterminera le management. Cela peut être en partie l'actuel, peut-être pas. Restons le plus rationnel possible. Mais je

« On assiste à une confusion des intérêts, à une dérive totale de l'éthique et de la gouvernance »

Sur les « affaires »

répète très clairement que l'image donnée par Stéphane Moreau ces derniers mois n'est pas un atout. J'ajoute par ailleurs qu'il est temps de considérer que le management des intercommunales ne doit pas nécessairement socialiste...

➔ **Publifin, Kazakhgate, ISPPC, Samu social... Certains ont perdu tout sens de l'éthique politique...**

Dans les dérives à Liège, à Charleroi, à Bruxelles, on assiste à une confusion des intérêts, à une dérive totale de l'éthique et de la gouvernance. Il va falloir être beaucoup plus ferme à ce niveau. Et cela ira également de pair avec une clarification des missions des structures. C'est également valable pour l'aspect public/privé des mandats. Un mandat dérivé doit être considéré comme un mandat public, point à la ligne. Les règles de gouvernance doivent donc être réaffirmées et ce sera le cas avec les recommandations de la commission d'enquête qui déboucheront sur de nouveaux décrets pour régler. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN

Dans les communes liégeoises

«Le MR prendra plus de responsabilités»

> Le MR met la main sur le mayorat de Neupré, après avoir pris celui d'Awans. De beaux coups politiques, aux dépens du PS ?

Ce sont des communes où nous avons réalisé de très bons scores et où nous avons engrangé des résultats, ce n'est pas dû au hasard. Les équipes en place sont fortes, soudées, et ne se déchirent pas entre elles à l'inverse de ce qui se passe dans d'autres partis. C'est la clé et cela attire même certains jeunes d'autres formations et même dans des bastions dits rouges, je vois, avec Fabian Culot à Seraing ou Adrien Croisier à Herstal qu'on est là. Nous avons également de nombreux jeunes qui sont aux responsabilités au niveau local, comme Florence Herry à Chaudfontaine ou Adrien Calvaer à Esneux. Autre exemple à Aywaille avec Thierry Carpentier, qui est bourgmestre ff tout en ayant une vie professionnelle réelle. C'est la preuve que nous sommes un mouvement ouvert, qui accueille des gens issus de la société civile, mais aussi des jeunes en prove-

nance d'autres partis.

> Il y a aussi Soumagne et Ans qui sont en ballottage actuellement...

Nous n'avons pas de stratégie de type hégémonique, nous ne travaillons pas ainsi. On ressent une pression à la fois des militants et des citoyens qui veulent que les choses changent. À Soumagne, c'est l'anarchie, on ne sait plus qui fait quoi. Et nous avons une réelle chance d'y jouer un rôle plus important. À Ans, nous avons aussi des espérances légitimes avec Thomas Cia-lone. Et je veux être très clair: même à Liège, il n'y a aucune raison de considérer que la ville doit rester sous dominance PS. C'est valable également pour les intercommunales et les structures publiques.

> Mais à Ans, vous pourriez former dès demain une majorité alternative pour prendre le mayorat ?

Nous respecterons nos engagements car nous ne les mêlons pas aux questions de personnes. Après, de quoi l'avenir sera-t-il fait, ça, je ne sais pas. Mais il est certain que

nous serons amenés à prendre plus de responsabilités dans un bon nombre de communes liégeoises à l'avenir.

> Quand vous dites que le MR attire certains jeunes d'autres formations. Vous allez boucler des transferts ? On sait qu'un cdH de Neupré vous a rejoint, par exemple.

Nous avons certains jeunes qui proviennent du cdH qui vont nous rejoindre. Mais je ne parle pas de transferts, plutôt d'attractivité de notre mouvement auprès de ceux qui veulent s'impliquer. On sent qu'il y a quelque chose qui se lève en ce moment. Cette envie d'ouverture, de nouvelles personnes, je la comprends et nous la vivons pleinement, sans avoir attendu ce qui se passe en France actuellement.

> Mais est-ce juste pour « dire que » ou donnerez-vous une réelle chance à ces personnes, notamment sur les listes électorales ?

Les listes seront composées avec cette volonté d'ouverture et de renouvellement, sans vouloir non

plus faire table rase. ● G.G.

« Un dossier au conseil d'arbitrage »

> Le conseiller et tête de liste MR pour 2018 à Grâce-Hollogne est inculpé et renvoyé devant le tribunal correctionnel. Votre réaction comme président provincial ?

J'attends la suite de la procédure judiciaire, d'autant que M. Ponthir conteste formellement les faits. Par ailleurs, une procédure au sein du conseil de conciliation et d'arbitrage du MR au niveau national a été ouverte ce vendredi. Dès que les choses auront été évaluées et que les décisions judiciaires tomberont, nous trancherons. ●